



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 8 au 14 novembre 2019

Le 15 novembre 2019

## Résumé

**Bangladesh** : Lancement fin 2019 d'un nouvel indice boursier sur le DSE avec un partenaire chinois. Le Bangladesh au 102<sup>ème</sup> rang pour le dépôt de brevets en 2018.

**Bhoutan** : Le gouvernement aspire à devenir une économie dirigée par le secteur privé.

**Inde** : La nette accélération de l'indice des prix à la consommation se poursuit en octobre. L'indice des prix de gros atteint en parallèle un nouvel étiage en octobre. Contraction de 4,3% de la production industrielle en septembre, son niveau le plus bas depuis sept ans. Prévision de croissance revue à la baisse à 5,6% par Moody's pour l'exercice budgétaire en cours. Le Premier ministre Modi au 11<sup>ème</sup> sommet des BRICS au Brésil

**Népal** : La crise de liquidités frappe le marché secondaire. Augmentation de 8% du nombre de touristes sur les 10 premiers mois de l'année. Hausse des droits de douane sur l'or et l'argent importés.

**Pakistan** : Progression du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en octobre qui atteignent leur niveau le plus haut depuis six mois. Hausse soutenue de la dette publique exprimée en PKR au premier trimestre 2019/20. Les financements étrangers reçus par le Pakistan ont doublé en glissement annuel sur le premier trimestre 2019/20. Accord entre les équipes techniques du FMI et les autorités sur la première revue du programme.

**Sri Lanka** : Progression de l'inflation en septembre et en octobre. Faible hausse des crédits accordés au secteur privé en septembre. Renforcement de la coopération entre la Pologne et Sri Lanka, ouverture d'une ligne aérienne Colombo-Varsovie. Election présidentielle samedi 16 novembre, 35 candidats.

## BANGLADESH

- **Lancement fin 2019 d'un nouvel indice boursier sur le DSE avec un partenaire chinois.** Le Shenzhen Stock Exchange (SZSE) a annoncé le 8 novembre dernier lancer à la fin 2019 un indice boursier en coopération avec le Dhaka Stock Exchange (DSE), qui comprendra un panel de valeurs performantes de PME, afin d'attirer des investisseurs chinois sur le marché des capitaux bangladais.

Le projet V-Next vise à faciliter la levée de fonds par les PME bangladaises dont les facilités d'introduction en bourse ont été simplifiées en 2018, avec un capital libéré minimum ramené de 100 à 50 M TK (540.000€). Parallèlement, SZSE met en place un système d'informations en ligne permettant aux investisseurs de disposer de toutes les informations financières et commerciales sur les entreprises cotées.



Le 4 septembre 2018, un consortium chinois constitué par les bourses de Shenzhen et Shanghai a racheté 25,01% des parts du Dhaka Stock Exchange (DSE) pour 9,62 Mds BDT (99 M€) et portant sur 450 M d'actions d'une valeur unitaire de 22 Tk (ramenée par la suite à 21 Tk).

Le DSE cote 336 valeurs sur trois index (DSEX, DS30 et DES Shariah Index) et représente en 2018 une capitalisation moyenne de 3963 Mds BDT (40,8 Mds €) ; l'autre bourse, fondée en 1991, le Chittagong Stock Exchange cote sur 251 valeurs, réparties en deux catégories (CSE All Share Price Index CASPI et Selective Categories Index CSCX), pour une capitalisation moyenne de 3269 Mds BDT (33,6 Mds €).

- **Le Bangladesh au 102<sup>ème</sup> rang pour le dépôt de brevets en 2018.** Selon l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (WIPO), qui a présenté le 16 octobre 2019 à Genève son bilan pour l'année 2018, le pays se classe au 102<sup>ème</sup> rang mondial pour le dépôt de brevets, au 55<sup>ème</sup> pour le dépôt de marques et au 34<sup>ème</sup> pour le design industriel ; l'Inde est respectivement aux 12, 9, et 13<sup>ème</sup> rangs. Le Pakistan occupe les 67, 33, et 61<sup>ème</sup> places.

Le bureau des brevets (*Bangladesh Patent Office*) a reçu 368 dépôts de brevets, dont 69 par des résidents et 299 par des non-résidents, et a délivré 138 autorisations en 2018. Par comparaison, l'Inde a enregistré plus de 50 000 demandes de dépôts, le Pakistan 892 et Sri Lanka 603. Par ailleurs, le BPO a enregistré 12 080 dépôt de marques (7960 par des résidents et 4120 par des NBR) et totalise plus de 44 000 dossiers en instance (aucune donnée n'est disponible sur le nombre d'autorisations délivrées). Enfin, 2014 demandes de design industriel ont été faites (1897 par des résidents) et 1901 accordées. En 2018, le Bangladesh a reconnu 3 IGP contre 330 en Inde, 4 au Sri Lanka et aucune au Pakistan.

En avril 2019, la WIPO a annoncé son soutien à la création d'une académie de la propriété intellectuelle au Bangladesh.

## BHOUTAN

- **Le gouvernement aspire à devenir une économie dirigée par le secteur privé** à mesure que le pays sortira des pays les moins avancés d'ici 2023. Afin de concrétiser cette vision, un comité de développement du secteur privé (PSDC) a été créé à la Chambre de commerce et d'industrie du Bhoutan, présidée par le ministre de l'Economie et composée de quatre représentants du gouvernement et sept du secteur privé.

Le PSDC est la plus haute instance de dialogue public-privé et la voie de communication afin de traiter les problèmes, de poursuivre les réformes et de solliciter des réactions sur des questions économiques.

## INDE

- **La nette accélération de l'indice des prix à la consommation se poursuit en octobre.** Après une hausse de 3,99% en glissement annuel constatée fin septembre, l'IPC s'établit à 4,6% fin octobre, son plus haut niveau depuis 16 mois. Il dépasse par ailleurs l'objectif de moyen terme fixé à 4% par la Banque centrale.

L'analyse des composantes de l'indice laisse apparaître des tendances divergentes. Le prix des produits alimentaires (plus de 50% de la pondération de l'indice) continue ainsi de grimper (6,93% fin octobre contre 4,70% le mois précédent) porté par l'augmentation du prix des légumes de 26% en glissement annuel (15,4% un mois plus tôt).



A l'inverse, les prix de l'ensemble des autres secteurs ont légèrement ralenti en octobre, les prix de l'énergie affichant même une contraction pour le quatrième mois consécutif (-2,02 % en glissement annuel). La progression des prix des transports et communication s'affiche également en territoire négatif (-0,47% contre 0,08% un mois plus tôt). Les prix du logement, du tabac, de la santé, et des transports et communication enregistrent des hausses de 4,58 %, 3,85 % et 5,43 % respectivement, soit des rythmes de progression inférieurs au mois précédent pour tous ces secteurs.

- **L'indice des prix de gros atteint en parallèle un nouvel étiage en octobre.** Les prix de gros progressent de seulement 0,16 % en glissement annuel, soit un 6<sup>ème</sup> ralentissement consécutif en octobre, après avoir progressé de 0,3 % un mois plus tôt selon les chiffres publiés par le ministère du Commerce et de l'Industrie. **Sur les 10 premiers mois de l'année 2019, l'indice des prix de gros a progressé en moyenne de 1,92 %** alors qu'il avait enregistré une hausse moyenne de 4,9 % sur la période analogue de l'année précédente.

Ce ralentissement est principalement imputable à l'évolution des prix de l'énergie, qui reculent pour le 5<sup>ème</sup> mois consécutif en octobre (-8,27% en glissement annuel contre -7,05 un mois plus tôt). En particulier, le prix du GPL chute de 30,97 % en glissement annuel. Les **produits manufacturés** voient leurs prix baisser pour la seconde fois consécutive en octobre. Ils reculent ainsi de 0,8 % en glissement annuel (-0,4% un mois plus tôt). Les prix des **denrées alimentaires** sont les seuls à augmenter en octobre (+6,4 % en glissement annuel, après +5,5 % un mois plus tôt) portés par le prix des oignons qui continue de croître de manière incontrôlée (+119 %). Les prix de gros des légumineuses (+16,6%) et des légumes (+38,9%) affichent également une hausse en octobre, tandis que le prix des pommes de terre recule (-19,6%).

Par ailleurs, le ministère a procédé à une révision de l'indice pour le mois d'août, à 1,17% contre 1,08 annoncés précédemment.

- **Contraction de 4,3% de la production industrielle en septembre, son niveau le plus bas depuis sept ans.** La production industrielle poursuit sa contraction après une baisse de 1,4% en août (initialement estimée à -1,1%), elle recule de 4,3% en glissement annuel en septembre, sa pire performance depuis février 2013. Tous les secteurs clés du côté de la production sont concernés (-6% pour les mines soit une baisse pour le quatrième mois consécutif, -3,9% pour la fabrication contre -1,6% le mois précédent et -2,6% pour l'électricité contre -0,9% en août). Du côté de la demande, la contraction a été généralisée, sauf pour les biens intermédiaires (+7% en glissement annuel). La baisse se poursuit pour les biens durables pour le quatrième mois consécutif (-9,9% en glissement annuel), tiré par les mauvais résultats des ventes de véhicules. Les biens non-durables se contractent de 0,4%, après une augmentation de 3,1% en août.
- **Prévision de croissance revue à la baisse à 5,6% par Moody's pour l'exercice budgétaire en cours** (avril 2019-mars 2020) : l'agence de notation a ramené sa prévision de croissance de 5,8% à 5,6%. Selon ses estimations, l'activité économique devrait rebondir en 2020 et 2021, pour atteindre 6,6% et 6,7% respectivement, mais le rythme resterait inférieur à celui des dernières années. La semaine dernière, Moody's avait déjà revu à la baisse la perspective sur la notation souveraine de l'Inde, la faisant passer de stable à négative. A chaque fois, la décision est justifiée par l'atonie actuelle de l'économie et une reprise qui tarde à se manifester.
- **Le Premier ministre Modi au 11ème sommet des BRICS au Brésil** dont le thème porte sur la «Croissance économique pour un avenir innovant». S'adressant à la cérémonie de clôture du *BRICS Business Forum*, le Premier ministre Modi a déclaré que ce groupe de cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) avait permis le développement économique en dépit du



ralentissement économique mondial. Qualifiant l'Inde de pays d'opportunités illimitées, le Premier ministre a exhorté les chefs d'entreprises des pays qui composent les BRICS à investir en Inde, en particulier dans le développement de ses infrastructures. Il a également rencontré le président chinois Xi Jinping en marge du sommet et a convenu que le nouveau dialogue de haut niveau sur le commerce et l'économie devrait se réunir à une date rapprochée. Les deux dirigeants ont également discuté de l'avenir de l'Inde dans le Partenariat économique global régional (RCEP) après la volonté de la Chine de répondre à ses préoccupations.

## NEPAL

- **La crise de liquidité frappe le marché secondaire.** La confiance des investisseurs dans les actions s'est effondrée, les banques et les institutions financières étant ébranlées par la crise de liquidité. Ce manque de liquidité est dû à la décision du gouvernement qui n'a pas approuvé environ 100 milliards de roupies que les agences de l'État doivent payer aux entrepreneurs pour divers travaux de développement. Par conséquent, l'indice Nepal Stock Exchange (*Nepse*) a reculé de 1,24 %, ou 14,18 points, pour s'établir à 1 131,99 points durant la semaine de négociation du 3 au 7 novembre.
- **Près d'un million de touristes au cours des 10 premiers mois de l'année, soit une augmentation de 8% par rapport à l'année précédente.** Selon l'Office du tourisme népalais (NTB), 975 557 touristes ont au total visité le pays au cours des 10 premiers mois de l'année, contre 903 539 pour la même période de 2018. Les arrivées de touristes en provenance de l'Inde au cours des 10 premiers mois ont augmenté de 4,9 % par rapport à l'année dernière et ont atteint 169 952 personnes. De même, 19 279 touristes du Bangladesh et 57 240 du Sri Lanka ont visité le Népal. Pendant ce temps, 134 281 touristes chinois ont visité le pays, soit 11,5 % de plus que les arrivées pendant les 10 premiers mois de 2018. Les arrivées européennes ont également bondi cette année, avec 199 003 arrivées jusqu'en octobre. Les arrivées en provenance du Royaume-Uni s'élevaient à 50 393, tandis que les visiteurs d'Allemagne et de France s'élevaient respectivement à 31 128 et 25 249.
- **Augmentation des droits de douane sur l'or et l'argent importés.** Le gouvernement a justifié qu'il était nécessaire d'empêcher la contrebande possible de métaux précieux du Népal vers l'Inde et vice-versa, une décision qui risque d'accroître le prix du métal jaune plus sur le marché intérieur. Les droits de douane à l'importation d'or brut ont été portés à 7 500 roupies pour 10 grammes jusqu'à 50 grammes et à 8 500 roupies pour 10 grammes pour les importations supérieures à 50 grammes et inférieures à 100 grammes. Les droits de douane sur l'argent ont été portés de 56 à 75 roupies pour 10 grammes.

## PAKISTAN

- **Progression du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en octobre 2019 qui atteignent leur niveau le plus haut depuis six mois.** Les réserves brutes s'établissent à 8,4 Mds USD au 1<sup>er</sup> novembre, soit 1,9 mois d'importation de biens et de services (à partir des chiffres du premier trimestre 2019/20). Elles enregistrent ainsi une hausse de 421 M USD (+5,3 %) par rapport à la fin septembre 2019 et progressent de 9,9 % en glissement annuel.
- **Hausse soutenue de la dette publique exprimée en PKR au cours du T1 2019/20** (1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2019). La dette de l'Etat fédéral atteignait 33 248 Mds PKR (212,7 Mds USD) à la fin septembre, soit une progression de 4,6 % par rapport à fin juin 2019 (fin de l'exercice



2018/19) et de +32,8 % en glissement annuel. Elle représente désormais 86,2 % du PIB. La dette totale est composée à 68,1 % par de l'endettement interne, dont 71,2 % de longue maturité. La dette interne a augmenté de 9,2 % depuis le début de l'exercice budgétaire. La dette extérieure du gouvernement fédéral, qui exclut les prêts du FMI et les accords de *swap* de devises en soutien à la balance des paiements du ressort de la Banque centrale, enregistre une légère baisse depuis le début de l'exercice 2019/20 (-4,1 % par rapport à fin juin 2019). Elle enregistre toutefois une hausse de 30,5 % en g.a. Elle s'établit à 10 598 Mds PKR (67,8 Mds USD) à la fin septembre et représente 27,5 % du PIB. Exprimée en USD, la dette publique progresse de respectivement 9,1 % et 5,5 % par rapport à juin 2019 et à septembre 2018.

- **Les financements étrangers reçus par le Pakistan ont doublé en glissement annuel sur le T1 2019/20.** Le montant total des déboursements atteint 2,1 Mds USD, après 1 Md USD un an auparavant. Les emprunts, qui comptent pour 92,8 % du total des financements étrangers reçus au cours de la période considérée, s'élèvent à 1,9 Md USD quand les dons s'établissent à 150 M USD. Le Pakistan a en outre reçu 514,6 M USD dans le cadre d'emprunts auprès des banques commerciales. Les déboursements des bailleurs multilatéraux s'affichent à 1 Md USD (54,2 % pour la Banque asiatique de développement, 29,8 % pour la Banque islamique de développement dans le cadre d'une facilité de paiement différé pour les importations de pétrole et 12,2 % pour la Banque mondiale) quand ceux des bailleurs bilatéraux se limitent à 401 M USD. La Chine demeure le premier partenaire financier bilatéral du Pakistan (261,8 M USD, soit 65,3 % des emprunts auprès des partenaires bilatéraux), suivie par le Royaume-Uni (23,4 %), le Japon (4 %) et les Etats-Unis (3,6 %). Pour mémoire, les autorités estiment que le montant total de l'aide étrangère – hors aide financière de court terme en soutien aux réserves de change – atteindra 13 Mds USD sur l'exercice 2019/20 (juillet 2019 à juin 2020), à comparer à 10,8 Mds USD en 2018/19 et 11,5 Mds USD en 2017/18.
- **Accord entre les équipes techniques du FMI et les autorités sur la première revue du programme.** Une délégation du Fonds s'est rendue au Pakistan du 28 octobre au 8 novembre dans le cadre de la première revue de la facilité élargie de crédit mis en place le 3 juillet 2019 d'une durée de 39 mois pour un montant d'environ 6 Mds USD. Il s'agit du 19<sup>ème</sup> programme du Fonds au Pakistan depuis la création du pays (dont seulement trois menés à terme à ce jour).

Dans son communiqué de presse, le Fonds souligne que les mesures adoptées par les autorités pakistanaises ont permis de restaurer la stabilité économique du pays, notamment à travers la contraction des déficits budgétaire et externe. Tous les critères de performances auraient été largement respectés à la fin septembre et les équipes saluent la poursuite des progrès dans la mise en œuvre des réformes structurelles. Les perspectives macroéconomiques à court terme demeurent globalement inchangées par rapport à celles qui prévalaient lors de l'adoption du programme. Selon le FMI, l'inflation moyenne devrait toutefois ralentir autour de 11,8 % sur l'exercice 2019/20 (révision des estimations de juillet 2019 à la baisse de 1,2 point de pourcentage). Alors que les difficultés économiques structurelles persistent et que la situation économique demeure vulnérable à tout choc intérieur ou extérieur, les équipes mettent l'accent sur le nécessaire maintien des politiques budgétaires et fiscales, la conduite des réformes du secteur de l'électricité, le renforcement de la gouvernance des entreprises publiques ou encore l'amélioration de l'environnement des affaires.

L'examen de la première revue du programme par le Conseil d'administration sur la base du rapport préparé par les équipes techniques est prévu début décembre et devrait conduire au décaissement de la deuxième tranche à hauteur de 450 M USD (1 Md USD déjà versés lors de la signature du programme).



## SRI LANKA

- **Progression de l'inflation en septembre et en octobre.** En décélération depuis le mois de mai, l'inflation mesurée par le *Colombo Consumer Price Index* (CCPI) est repartie sensiblement à la hausse, s'affichant à +5,0% en septembre et à +5,4% en octobre en glissement annuel (après +3,4% en août). Cette accélération est la conséquence de la hausse des prix des biens alimentaires à +3% en septembre et +6,8% en octobre (après -2,8% en août en g.a). L'inflation des biens non-alimentaires est restée importante mais a décéléré à 5,7% en septembre et à 4,8% en octobre en glissement annuel (contre +6,2% en août).
- **Faible hausse des crédits accordés au secteur privé en septembre.** Les crédits privés ont augmenté de 1% par rapport à août, soit un gain de 53,7 Mds LKR. Par rapport à septembre 2018, ils affichent cependant une croissance dynamique, de +6,1%, soit un total d'encours de 5 679,7 Mds LKR (28,6 Mds€) contre 5 355,7 LKR (27 Mds€) un an plus tôt. Le montant supérieur d'emprunts consentis au secteur privé montre que l'activité économique reprend de la vigueur et se remet progressivement des événements terroristes de Pâques.
- **Renforcement de la coopération entre la Pologne et Sri Lanka, ouverture d'une ligne aérienne Colombo-Varsovie.** Une délégation polonaise, menée par le Vice-ministre des affaires étrangères de Pologne, a visité Sri Lanka en vue d'accroître la coopération entre les deux pays. Un mémorandum d'accord (MoU) a été signé entre les deux parties pour établir un mécanisme de consultations entre leurs ministères des affaires étrangères respectifs. Le 4 novembre a été inauguré l'ouverture de la ligne aérienne saisonnière Varsovie-Colombo d'une fréquence de trois fois par semaine, opérée par la compagnie LOT Polish Airlines. Il s'agit de la première ligne aérienne entre Sri Lanka et l'Europe de l'Est. Les échanges commerciaux entre les deux pays restent néanmoins modestes. En 2018, Sri Lanka a exporté pour 45,1 M USD de marchandises vers la Pologne, en baisse de -2,14% par rapport à 2017. Le premier poste d'exportation est le thé en paquets, à hauteur de 11,42 M USD. Sri Lanka a importé pour 44,69 M USD de Pologne en 2017.
- **Election présidentielle samedi 16 novembre, 35 candidats.** Les élections présidentielles sri-lankaises se tiennent ce samedi 16 novembre. 35 candidats concourent à cette élection, un record historique, contre 19 en 2015. Selon la commission électorale, ces élections devraient coûter 7,5 Mds LKR. Les deux candidats favoris sont Sajith Premadasa du National Democratic Front (NDF), actuel ministre du logement, et Gotabaya Rajapaksa du Sri Lanka Podujana Peramuna (SLPP), ancien ministre de la Défense et frère de l'ancien Président Mahinda Rajapaksa. Les actuels Président et Premier ministre ne se sont pas présentés. La campagne électorale s'est déroulée dans le calme et aucun incident grave n'a été reporté. Les résultats devraient être proclamés le 18 novembre et le nouveau président devra entrer en fonction le 9 décembre au plus tard.



**Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface**

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par T. Gharib, C. Stutzmann, P. Pillon, A. Boitière, P.-H. Lenfant et H. Lafond.

Version du 15/11/2019